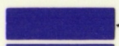


Jean-Marie
Colombani



Portrait
du Président



LE MONDE ACTUEL

Gallimard



Pour André Laurens.

L'énigme

« Chaque fois que je pense à Léon Blum, je me demande pourquoi ils me favorisent à ce point. » C'est vrai : François Mitterrand n'a pas été plus maltraité que Léon Blum ou Pierre Mendès France. Tous trois ont cristallisé l'acharnement d'une partie de l'opinion. Un quatrième — Jean Jaurès — le paya de sa vie.

A peine élu président, François Mitterrand fut gratifié, dans le droit fil de ce comportement sectaire, de spéculations sur sa santé, bientôt alimentées par une maladie qu'il ne chercha jamais à dissimuler. Comme s'il y avait eu un complot des blouses blanches pour l'enterrer avant l'heure, le dire à l'article de la mort pour l'affaiblir.

Son aspect physique au demeurant ne doit guère jouer un grand rôle dans l'aversion qu'il inspire aux uns, ni d'ailleurs dans l'attraction qu'il exerce sur les autres. Il n'est pas laid et n'a, dans l'apparence, rien qui puisse susciter chez une femme, par exemple, enthousiasme ou répulsion. Son charisme, à dire vrai, est intimiste : il gère au mieux, comme on dit aujourd'hui, le potentiel de sa relation avec chaque individu. Il sait en préserver la magie, faite de fidélité et d'inattendu. Dans ses instants — rarissimes — d'abandon, le visage enfin détendu traduit la

pénétration d'un esprit fin, et le plaisir délicat d'un homme de culture. Mais trop souvent, à chaque trait de cette physionomie correspondent les touches d'un clavier dont, en comédien consommé qui « ne dit rien au hasard », l'homme joue constamment. Regard matois quand il s'agit d'exprimer l'astuce, œillade assassine, éclat métallique, aux instants de feinte colère; lippe maussade ou gourmande, front rembruni ou lumineux selon que l'instant l'exige. Plus étonnant : le masque césarien de cet apôtre de la démocratie libérale. Quant au maintien, s'il est en général très digne, il lui arrive d'être gauche, surtout lorsqu'il se tient assis.

Dans ses meilleurs moments – par exemple, lorsqu'il s'adresse à une foule rassemblée devant lui – le naturel aisé et la force persuasive de sa parole séduisent. Celle-ci traduit l'authenticité de sa pensée. Mais dès que la volonté de convaincre à tout prix l'emporte sur la spontanéité, que d'effets calculés! Alors on se contente d'épier, pour les admirer ou pour en sourire, les procédés de l'orateur : silences savamment ménagés, vibrations étudiées de la voix, lyrisme rythmé par une sorte de métronome infallible... D'autres fois enfin, lorsqu'il évoque des circonstances ou des situations regrettables – le sort des chômeurs par exemple – le ton devient ecclésiastique, archiépiscopal, et le discours se transforme en sermon.

« Vous allez encore dire qu'avec moi, tout est compliqué. » François Mitterrand, en effet, n'est pas facile à comprendre. Il s'est longtemps cherché; il a eu une vie de jeune homme politique et s'y est attardé. Une si riche carrière ministérielle sous la IV^e République (il a été onze fois ministre) ne pouvait d'ailleurs qu'inciter à parler d'éclectisme, d'arrivisme, d'opportunisme. Sans prendre

garde que c'est en fait grâce à sa fidélité aux racines familiales qu'il s'est déterminé, tardivement mais fermement, sans jamais renoncer à ce dont on lui avait donné le goût – chez lui comme au foyer où il était étudiant : espérer un peu moins d'injustice. « Je ne suis pas né à gauche, encore moins socialiste », dit-il dans *Ma part de vérité*¹. Qu'importe qu'il le soit, ou non, vraiment devenu : il a servi, il sert le socialisme made in France. Et doit être jugé comme tel.

A l'heure où toute difficulté de lecture, d'interprétation d'une image provoque son rejet, l'image de Mitterrand président reste difficile à lire, à décrypter. Si bien que l'on traduit souvent complexité par contradiction, indécision, ruse, demi-mesure, etc. Ce handicap est ancien. C'est peut-être son habileté même qui l'a suscité. Sa façon d'être à la fois victime et complice. Victime dans « l'affaire des fuites », en 1955 ; on cherchait alors à le rendre responsable de la divulgation de secrets de la défense nationale, à travers « une odieuse machination de médiocres animés par l'esprit de vengeance », comme l'écrit Pierre Viansson-Ponté². Machination qui s'effondrera et laissera moins de traces que l'affaire de l'Observatoire. Ce n'est pas sa participation à ce faux attentat monté contre lui grâce à l'ancien député Pesquet, et destiné à le liquider politiquement, qui laisse subsister l'idée de sa possible complicité ; non. Ce sont les dérobades et les variations successives dont il usa pour se défendre.

Mendès et Blum, eux, ne seront que victimes. Victimes, qui plus est, d'un antisémitisme féroce. « Pour la première fois ce vieux pays gallo-romain sera gouverné »...

1. Publié aux Éditions Fayard, coll. « En toute liberté », 1969.

2. *Le Monde* du 11 septembre 1965.

C'est Xavier Vallat, député de droite, qui prend la parole le jour de l'investiture du gouvernement de Front populaire, que préside Léon Blum. Le président de la Chambre des députés l'interrompt. « Attention à ce que vous dites, monsieur Vallat. » « ... sera gouverné par un juif! » poursuit le futur commissaire aux affaires juives de l'État français.

Blum, Mendès, Mitterrand ont en commun de se réclamer de la gauche. Mais celle-ci a pris plus que sa part aux attaques contre François Mitterrand. Que ce soit le P.S.U. de Michel Rocard proclamant en 1965 : « La droite n'a pas présenté Pesquet. Pourquoi présenterions-nous Mitterrand? », ou plus tard Guy Mollet l'accusant d'avoir « appris à parler socialiste »! Attaqué à gauche parce qu'il n'est pas né dans le dogme. Attaqué à droite parce que son parcours politique l'a conduit – crime insupportable quand on naît bourgeois – à gauche. François Mitterrand n'est pas un « fils du peuple ». Né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charente), il est le fils de Joseph Mitterrand, agent de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, qui, trois ans après la naissance de son cinquième enfant (il en aura trois autres après François), opte pour la retraite anticipée plutôt que pour la direction de Paris-Austerlitz, et entre dans les affaires pour devenir président de la Fédération des syndicats de fabricants de vinaigre de France. Coursus exemplaire dans la III^e République que celui d'un homme qui s'élève ainsi progressivement dans l'échelle sociale, après avoir commencé comme cheminot, ses premiers bulletins de salaire l'attestent. Sa mère, Yvonne Lorrain, dont l'un des frères, Robert, fit partie de l'équipe fondatrice du Sillon de Marc Sangnier, est fille d'un notable de la région de Cognac qui gère de grosses affaires.

Sa formation dans un milieu catholique très strict, mais sans prosélytisme oppressif, fait de lui un catholique social, dans la tradition du Sillon. Elle aurait dû naturellement, logiquement, le conduire au M.R.P. Mais il répugnait à entrer dans un parti « exagérément confessionnel ». Ce qui ne l'empêcha pas, avec d'autres, de se partager les portefeuilles dans la conduite des affaires d'une France convalescente. Ce qui lui valut, très tôt, d'être jugé florentin.

Au reste, on se perd un peu dans les multiples visions qui sont proposées de François Mitterrand. Chacun peut y trouver matière à conforter ses propres *a priori*. Il n'y a qu'à puiser dans ce véritable self-service.

Traître à sa classe, ou à son camp. Un homme qui n'a d'autre règle de conduite que son habileté manœuvrière. C'est la thèse dominante à droite, avec quelques variantes. Hier Georges Pompidou, qui ne contestait pas ses qualités, lui reprochait d'être « l'aventurier de sa propre vie ». Aujourd'hui on explique qu'au fond, c'est un homme de droite, qui s'est servi de la gauche, qui a retourné sa veste, pour assouvir sa passion du pouvoir. Thierry le Luron a popularisé cette version, en la poussant à la caricature. Il fait salle comble en brocardant, avec une parfaite vulgarité, ce « pétainiste sous Pétain », ce « résistant sous de Gaulle », etc.

Les communistes, qui lui ont fait la courte échelle, s'en mordent les doigts; ils le dénoncent comme le serviteur zélé du capitalisme. François Mitterrand s'est en effet montré l'adversaire le plus conséquent du parti communiste, au point de le piéger.

Les uns et les autres le considèrent trop pour ce qu'il n'est pas : un homme sans foi ni loi. Ils exagèrent son habileté : après tout, il lui arrive de se tromper ou de se prendre les pieds dans le tapis.

Il arrive aussi qu'on le surestime, tout simplement. C'est la vision socialiste idolâtre. François Mitterrand apparaît alors comme un être protéiforme, une sorte de grand mamamouchi. Il est le plus juste, le plus grand. Jack Lang est le grand prêtre de cette liturgie, lui qui a vu, dans la victoire du 10 mai 1981, l'annonce de « la libération des énergies, la reconquête de soi-même, la maîtrise de notre destin collectif ». « Les Français ont franchi le 10 mai la frontière; ils ont vaincu la peur et bravé les interdits; ils ont brisé les rets de l'obscurantisme et donné ses chances à la lumière », écrivait le nouveau ministre de la culture le 2 octobre 1981¹.

La vision rocardienne est à l'opposé. François Mitterrand est presque l'usurpateur et l'imposteur. Car il est celui dont les actes et les discours d'hier – tendus vers un objectif : barrer la route à Michel Rocard – sont cause, aujourd'hui, d'échec économique et politique. Reste enfin la vision socialiste raisonnable. Les mitterrandistes de raison considèrent qu'il a gagné en 1981 parce que ses analyses et sa stratégie étaient bonnes. Comment pourrait-il avoir tort aujourd'hui, quand il a eu si souvent raison dans le passé? Ceux-là lui font confiance, et à l'inverse de tous les autres, ne considèrent pas qu'il ferait n'importe quoi pour se maintenir au pouvoir après l'échéance législative de 1986; qu'il n'y sacrifierait pas sa place dans la mythologie de la gauche.

Comment choisir qui est vraiment François Mitterrand? Comment tenter de l'apercevoir, autrement qu'en s'aidant de ce sérum de vérité qu'est l'exercice du pouvoir?

1. Dans un ouvrage édité par le Club socialiste du livre : *L'Album du 10 mai* présenté par Sylvie Colliard.

A-t-il été l'homme des transformations qu'il souhaitait pour la France? Ou a-t-il dû, plus simplement, selon la formule de John Kenneth Galbraith, se contenter de « donner forme à l'inévitable »? A-t-il résolu sa propre énigme, ses propres contradictions? Celles-ci, présentes dès les années 1940, sont encore à l'œuvre aujourd'hui : François Mitterrand a une morale de gauche et une culture de droite. Il lui faut aussi porter la croix de sa fonction : élu d'une majorité, contre une minorité, il aspire à incarner la France, et à représenter tous les Français. Or François Mitterrand oscille de l'une à l'autre obligation. Plus que tout autre, il fonctionne avec deux hémisphères cérébraux, l'un pouvant contredire ou contrarier l'autre. D'un côté le principe de mouvement, de l'autre celui de réalité. D'un côté la volonté d'être un moment de l'histoire de France, d'écrire l'histoire de son pays; de l'autre le souci d'être le philosophe de sa propre action, d'en être le premier observateur.

Il bâtit lui-même l'imaginaire de son royaume. Il est un peu le monarque imaginaire de son temps.

Dernier élément de l'énigme : comment est-il passé de la grâce de 1981 à la disgrâce de 1985? L'homme qui a reconstruit la gauche, l'a rééquilibrée aux dépens du P.C.F.; celui qui a mis fin à un quart de siècle d'exil intérieur est menacé d'être aussi celui par qui la gauche replonge dans l'échec, et peut-être dans l'exil. Or François Mitterrand s'était donné les meilleures chances, les meilleures conditions politiques qu'un président ait jamais eues à ses débuts.

Après une chute à grande vitesse, il est perçu par ses concitoyens comme l'homme de l'échec de la gauche au pouvoir, et comme celui qui n'a pas su faire face à la

crise¹. Cette impopularité alimente les interrogations sur l'après-1986. Finira-t-il son mandat? Ou devra-t-il, l'opposition étant victorieuse, « se soumettre ou se démettre », comme le proclament certains responsables de la droite? Celle-ci « cohabitera-t-elle » avec lui, et lui, s'en accommodera-t-il? Ces questions qui agitent, à juste titre, la classe politique, sont certes importantes. Mais d'ores et déjà, l'œuvre de François Mitterrand est, pour l'essentiel, derrière lui. La période mai 1981-mars 1986 forme un tout. *Grosso modo*, la durée d'un « quinquennat », celle d'une législature, celle que l'on nous propose lorsque l'on veut réduire – en accord avec l'opinion – la durée du mandat présidentiel. Comme si le quinquennat était devenu le tempo de la démocratie française, la nouvelle mesure à laquelle s'adapte par avance le monde politique, économique, administratif. Cinq ans, c'est en tout cas la gauche au pouvoir, expérience faite.

Quels que soient les résultats de la consultation de 1986, celle-ci ouvrira une autre période, fût-elle transitoire et de courte durée. Il est donc légitime de tenter d'apprécier, à froid, avant que le scrutin ne nous impose une certaine lecture, une relecture de ces événements, le « quinquennat » de François Mitterrand. Quels en ont été la démarche, les erreurs, les embûches, le poids de l'inexpérience, le prix de l'éloignement du pouvoir, mais aussi les réussites?

Quelle sera enfin la place du président Mitterrand dans l'histoire, lui qui en a l'obsession?

A quoi (nous) a-t-il servi? De Gaulle a inauguré une autre façon de gérer, et de résoudre (décolonisation,

1. Selon un sondage de la Sofres, publié le 3 juillet 1985 par le journal *Libération*.

nouvelles institutions) les problèmes du pays. Georges Pompidou a incarné, et partiellement réussi, la mise à niveau de notre appareil industriel, par rapport aux autres grands pays développés. Valéry Giscard d'Estaing a libéralisé les mœurs à l'intérieur, fait progresser les institutions européennes à l'extérieur. Et François Mitterrand ? « Est-ce que vous vous souvenez seulement du nom de ceux qui gouvernaient au temps de Jean Jaurès », a-t-il coutume de demander. C'est peut-être parce qu'il estime avoir pris place dans cette lignée-là qu'il se montre si serein, si tranquille aujourd'hui. Pourtant il parle et pense souvent à la mort : sur les tombes de ses amis – ses pèlerinages sont nombreux – n'est-ce pas aussi la mort qu'il visite ? Dans ses visites contestées au Libyen Kadhafi, en Crète, et au Syrien Assad, à Damas, entre bien sûr la fascination que l'on peut éprouver pour un adversaire, surtout quand il menace de vous tuer. Conscient des dangers qu'il court – comme tout chef d'État –, convaincu parfois qu'on essaiera de le tuer avant la fin de son mandat, sa protection n'est pas une obsession.

Il lui est arrivé, parmi d'autres promenades dans Paris, de traverser, à pied, la place de la Concorde, de marcher jusqu'à la cour du Louvre, d'en revenir par les arcades de la rue de Rivoli, sans être reconnu, ni arrêté, ni agressé¹. C'est sans doute qu'il marche comme il parle : avec précaution. Là encore, on le croit prudent quand il prend des risques, indifférent quand il est attentif, blessé quand il n'est que touché. Comprenne qui pourra. Mieux vaut, décidément, interroger le discours de ses actes.

1. En compagnie de Philippe Boucher, éditorialiste au *Monde*.

•

CHAPITRE I

Le prisonnier d'un mythe

« *Savourez bien ces instants! Ils sont précieux. La suite sera plus difficile...* » Rares sont les personnalités du « nouveau régime » qui aient échappé à cette confiance des premiers moments. Tout aussi rares étaient celles qui partageaient ce pessimisme, devenu, avec le temps, lucidité. Mais comment échapper au triomphalisme ambiant, d'autant plus savoureux qu'il était inattendu? Triomphe qui porte en lui-même une contradiction : c'est celui d'un homme qui incarne à la fois « le changement » et « la force tranquille », sur fond de village symbolisant la France immuable. Mais enfin, la victoire est là, celle d'un homme ayant pourtant atteint l'âge de la retraite sur un homme encore jeune; celle d'une gauche divisée sur une droite qui ne l'était pas moins; celle de l'analyse et de la démarche politique : 286 députés socialistes et apparentés, soit quarante sièges de plus qu'il n'en fallait pour que le P.S. pût gouverner seul. Le 21 mai, jour de son installation à l'Élysée, François Mitterrand va chercher la consécration populaire au Quartier latin, place du Panthéon, où il est rejoint, pressé, emporté par la liesse populaire.

Ce triomphe d'une destinée, sinon d'un destin, fut

Jean-Marie Colombani

Portrait du Président

Cinq ans après son accession au pouvoir suprême, François Mitterrand demeure une énigme : attaqué à droite comme homme de gauche, à gauche comme homme de droite, a-t-il réalisé les transformations qu'il souhaitait pour la France ou s'est-il contenté de gérer l'inévitable ? A-t-il résolu, cherche-t-il seulement à résoudre ses contradictions ? Est-il victime de son habileté ?... La devise de Pierre Mendès France était claire : « Gouverner, c'est choisir. » Celle de François Mitterrand serait-elle simplement : « Gouverner, c'est doser » ?

Sur son bureau à l'Élysée, le président garde trois photos : celles de Victor Hugo, de Jean Jaurès et de Georges Clemenceau. Trois symboles : le romantisme républicain, le socialisme, le sens de l'État, qui manifestent clairement l'image que François Mitterrand veut laisser dans l'histoire. Mais en fait son action semble souvent allier les contraires : pragmatisme et maximalisme idéologique, archaïsme et modernisme.

Le dessein de ce républicain de gauche est clair : « Une gauche apte au gouvernement, un parti socialiste large et solide qui ait vocation à l'alternance. » Quel que soit le jugement que l'on porte sur lui, il faut reconnaître que cet homme d'État, homme de mouvement, restera comme l'instrument d'une mutation de la société française.

Relevant les propos et les actes du président de la République, contant, analysant sans complaisance ni parti pris, Jean-Marie Colombani nous dresse de celui-ci un portrait passionnant, où l'esprit critique n'exclut pas la sympathie.

Jean-Marie Colombani, trente-sept ans, est chef du service politique du journal Le Monde.



9 782070 705030



B5-X

A 70503

ISBN 2-07-070503-X

78 FF tc